



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

**Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,**

- Notre dernière ministre en date a affirmé : « je ne crois pas qu'on attende d'un ministre qu'il soit un spécialiste de ses sujets ». C'est malheureusement ce que nous constatons depuis plus de deux ans et ce n'est pas parti pour s'arranger ! L'orientation idéologique qui veut que l'Éducation soit une charge pour la société, que ses personnels ne travaillent pas suffisamment, prévaut toujours. Les réformes s'empilent, la dégradation des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les personnels continue avec une perte de sens de nos métiers. Dans notre département, que dire du peu de soutien et de considération dont témoignent les équipes des écoles dites "ciblées" pour leurs résultats aux évaluations nationales jugés insuffisants. Ces résultats ne doivent pas servir à porter atteinte à l'engagement des équipes en remettant en cause trop facilement leurs pratiques, comme peuvent en témoigner les courriels déjà reçus mais devraient plus servir à partager des constats sur les difficultés rencontrées par les élèves et donner les moyens aux enseignants de les surmonter. Ce n'est pas le cas et c'est bien un pilotage pathogène qui s'installe. Les enseignants ont besoin d'être encouragés et doivent pouvoir compter sur le soutien de leur hiérarchie.
- Nous dénonçons une nouvelle fois que le Pass Culture a fait les frais d'un amateurisme budgétaire. En quelques heures, ce sont de multiples projets qui ont été suspendus au mépris du travail des personnels et de l'ambition d'ouverture culturelle de l'École. Quand un gouvernement décide de supprimer, de la sorte, des moyens pour la Culture, à l'École, cela en dit long de son projet sociétal alors qu'il maintient des dispositifs comme le SNU et les classes prépa-secondes, ce n'est en rien celui que nous portons au sein de la FSU.
- S'agissant du « choc des savoirs » et de sa logique de tri, l'abandon de certaines mesures, résultat des mobilisations et de l'action syndicale, va dans le bon sens, fin du DNB barrage à l'entrée en seconde, abandon des groupes de niveaux en 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>. Cependant, la FSU dénonce l'obstination de la ministre à maintenir, coûte que coûte les groupes en 6<sup>ème</sup>/5<sup>ème</sup> sans financement dédié. Nous continuons d'exiger l'abrogation de l'ensemble du Choc des savoirs et également l'abandon du pacte.
- Le premier ministre a reconnu lui-même que les enseignants étaient mal payés et « *qu'il y a un gros travail à faire sur l'attractivité*. Et pourtant dans le budget 2025, absence de toute nouvelle mesure salariale pour les personnels de l'Éducation nationale. Et même plus le gouvernement maintient la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie, la suppression de la GIPA, le gel de la valeur du point d'indice, la volonté du Sénat de créer une deuxième « journée de solidarité ». La FSU condamne ces mesures et demande depuis plusieurs années une revalorisation indiciaire des salaires et des carrières sans contrepartie.

Concernant l'ordre du jour de ce CSA-SD,

- La baisse des DHG, dans quasiment tous les établissements du département, multiplie les services partagés, entraîne l'imposition d'heures supplémentaires là où des postes pourraient être maintenus

voire créées, renforce la concurrence entre disciplines, fragilise certains enseignements, certains doublages, certaines options, met à mal les conditions d'accueil des élèves en situation de handicap ou à besoins éducatifs particuliers alors que la loi handicap du 11 février 2005 a fêté ses vingt ans !

- Cette année encore, on constate la diminution du nombre d'heures postes au profit des heures supplémentaires qui crée les conditions pour supprimer des postes alors que la baisse démographique aurait pu être l'occasion de diminuer les effectifs par classe et de se rapprocher de nombreux pays européens. Il n'en sera rien puisque, à la rentrée 2025, en collège, de nombreuses classes seront proches de 29-30 élèves par division comme par exemple à ...on ne sait pas, l'administration n'a pas communiqué les chiffres.
- Ce n'est pas la baisse démographique qui génère des suppressions de postes et de divisions : c'est le refus, pour l'heure, d'engager une politique budgétaire ambitieuse pour le service public d'éducation. C'est le refus de faire réussir les élèves en améliorant les taux d'encadrement dans les écoles, collèges et lycées publics. La baisse des effectifs dans toutes les classes est primordiale si l'objectif est la réussite de tous, les moyens humains attribués par le ministère de l'EN sont un investissement pour l'avenir. Ces moyens ne doivent pas être fléchés mais être donnés aux équipes qui sauront s'en saisir. C'est ça faire confiance en la professionnalité des enseignants de terrain. La vieille lune qui consiste à penser que les effectifs de classes de l'école maternelle peuvent comptabiliser 30 élèves parce qu'ils sont souvent malades relève de l'ignorance et de la méconnaissance des besoins des jeunes enfants.

L'École publique laïque, gratuite et obligatoire, mise à mal par les réformes successives, continue d'être maltraitée, les élèves et les personnels également !

- S'agissant de la mixité dans les écoles, elle ne se décrète pas. Elle doit exister dans la société avant de pouvoir jouer un rôle à l'école. Le redécoupage de la carte scolaire troyenne devrait induire de la mixité à l'école publique internationale. La re-sectorisation fait que certaines écoles comme l'école des Blossières perd son secteur à IPS favorable aux dépens de l'école publique internationale pour récupérer un secteur 1<sup>er</sup> mai fortement défavorisé. On crée de la mixité à l'école publique internationale en enlevant la mixité existante dans les écoles alentours. Les inquiétudes des professionnels de terrain sont grandes. S'ils trouvent que la création d'une école est un projet intéressant, ils aimeraient plus de considération et de transparence quant à l'avenir de leurs écoles .
- Nous portons un regard critique sur la bonne qualité du dialogue social: que dire en effet de notre recteur qui convoque une conférence de presse avant la tenue des instances, que dire des instances qui se superposent régulièrement au niveau académique et départemental ? Que dire de l'ouverture à cette rentrée d'une école internationale qui n'a fait l'objet d'aucune consultation des instances représentatives dont c'est pourtant la prérogative ? Que dire des nouvelles modalités de mobilisation des moyens de remplacement mises en œuvre à cette rentrée dans le premier degré et qui n'ont toujours pas fait l'objet d'une information officielle ?

Dans un monde où la désinformation et les faux-semblants deviennent la norme, essayons de nous intéresser réellement à ce qui se passe dans nos écoles et EPLE. Écoutons enfin les professeurs de terrain qui connaissent mieux que quiconque les besoins de leurs élèves, de leur école. Ils restent profondément attachés au service public d'éducation et malgré cela une grande majorité d'entre eux ne recommanderait plus le métier.

- Nous vous remercions pour votre écoute.